

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif 50 fr.	30 fr.	
Pays à plein tarif 60 fr.	35 fr.	

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée, moitié prix minimum 10 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1942

8 janvier	— Décret modifiant l'article 11 du décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature coloniale. (Arrêté de promulgation n° 226 du 18 avril 1942)	330
8 janvier	— Décret modifiant la péréquation des grades du personnel des agents des services civils des colonies autres que l'Indochine. (Arrêté de promulgation n° 227 du 18 avril 1942)	330
15 janvier	— Arrêté ministériel autorisant le port et fixant les caractéristiques de l'insigne de conseiller national.	331
23 janvier	— Décret portant modification au décret du 19 juin 1939 instituant une médaille d'honneur en argent en faveur du personnel des cadres locaux du service des douanes des colonies. (Arrêté de promulgation n° 228 du 18 avril 1942).	331
29 janvier	— Décret modifiant les articles 31 et 39 du décret du 3 juillet 1897 sur les indemnités et les passages du personnel colonial. (Arrêté de promulgation n° 229 du 18 avril 1942)	332
1 ^{er} février	— Arrêté ministériel suspendant jusqu'au 12 juillet 1942 l'obligation de consulter, dans certains cas, la commission interministérielle des hydrocarbures.	332
3 février	— Décret portant répartition de la contribution supplémentaire des colonies au service financier de la caisse intercoloniale de retraites pour l'année 1942. (Arrêté de promulgation n° 230 du 18 avril 1942)	333
20 février	— Décret portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 7 (5 ^e) de la loi du 2 juin 1941 portant statut des juifs. (Arrêté de promulgation n° 231 du 18 avril 1942)	333
28 février	— Décret étendant aux territoires relevant du secrétaire d'Etat aux colonies la loi du 21 janvier 1942	

réprimant la laceration des affiches apposées au nom du gouvernement ainsi que les manifestations antinationales ou antigouvernementales. (Arrêté de promulgation n° 232 du 18 avril 1942)

334

4 mars	— Loi modifiant l'article 14 de la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes (Relégation). (Arrêté de promulgation n° 233 du 18 avril 1942).	335
--------	--	-----

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1942

14 février	— No 99 — Arrêté fixant le mode d'assiette, les règles de perception et la quotité des droits à percevoir à la sortie du Territoire, suivi de l'arrêté n° 248 du 28 avril 1942 le soumettant à la procédure de publication d'urgence.	335
4 mars	— No 140 — Arrêté portant suppression des indemnités spéciales temporaires et attribution d'un supplément de traitement et de solde aux fonctionnaires des cadres locaux européens	338
11 mars	— No 158 — Arrêté portant suppression de l'indemnité spéciale temporaire et attribution d'un supplément de traitement aux agents des cadres communs secondaires, locaux et spéciaux du Togo et de l'A. O. F. en service au Togo.	338
2 avril	— No 1228 s. e./c.5 — Décision générale du Haut-Commissaire de l'Afrique française, relative à la consommation de l'huile d'arachides dans les territoires relevant du haut-commissariat de l'Afrique française.	339
3 avril	— No 1276 T. P. — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française, exonérant les envois de dons en nature destinés aux écoliers de France des frais de transport et taxes d'embarquement.	339
3 avril	— No 1280 s. e. — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française, complétant l'arrêté n° 235 s. e. du 15 janvier 1942 réglementant les mouvements des fûts vides (bois et métal) à l'intérieur de l'Afrique française.	340

3 avril	— N° 1288 D. T. — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française, portant réaménagement des taxes applicables aux lettres et aux boîtes avec valeur déclarée.	340
7 avril	— N° 1292 — Décision générale du Haut-Commissaire de l'Afrique française, fixant la date et les modalités d'un concours pour 20 places de commis stagiaires des services financiers et comptables de l'A. O. F.	341
14 avril	— N° 288 — Décision portant répartition entre le budget local et le budget annexe du chemin de fer des frais divers occasionnés par les déplacements à Dakar du chef du service des travaux publics, directeur du réseau des chemins de fer pour les besoins de la production industrielle	341
17 avril	— N° 225 — Arrêté approuvant et rendant exécutoires les budgets 1942 des Sociétés Indigènes de Prévoyance du territoire du Togo.	341
18 avril	— N° 235 — Arrêté portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local du Togo — Exercice 1941.	342
18 avril	— N° 236 — Arrêté modifiant le règlement du 1 ^{er} mai 1939 concernant le personnel auxiliaire à traitement ou salaire mensuel et accordant à ce personnel un supplément de traitement.	342
22 avril	— N° 311 — Décision chargeant à titre permanent M. l'administrateur en chef de Saint-Alary, inspecteur des affaires administratives du Togo de la signature des affaires courantes et urgentes durant les absences du Gouverneur, Commissaire de France au Togo.	342
Personnel		343
Divers		345

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Avis sur les conditions d'acheminement des correspondances des Français loyaux internés.	349
Avis de concours (eaux et forêts)	349
Avis aux exportateurs	349
Domaines	349
Nécrologie	349

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Magistrature coloniale

ARRETE N° 226 promulguant au Togo le décret du 8 janvier 1942 modifiant l'article 11 du décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature coloniale.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature coloniale, promulgué au Togo le 25 octobre 1928, et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 8 janvier 1942;

Vu le bordereau n° 110 A. P./I en date du 1^{er} avril 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 8 janvier 1942 modifiant l'article 11 du décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature coloniale.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 18 avril 1942.

P. SALICETI.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, et du secrétaire d'Etat aux colonies;

Vu le décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature coloniale et les textes qui l'ont modifié;

Le conseil d'Etat entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — L'article 11 du décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature coloniale est modifié ainsi qu'il suit :

« Le jury de chaque examen professionnel de la magistrature coloniale est nommé par le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice. Il est ainsi composé :

« 1° — Un conseiller à la cour de cassation, président;

« 2° — Le directeur du personnel et de la comptabilité ou, à défaut, un sous-directeur au secrétariat d'Etat aux colonies;

« 3° — Deux membres de la cour d'appel de Paris;

« 4° — Un membre du tribunal de la Seine.

« Le jury siège à Paris et dans la ville fixée par arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies ».

ART. 2. — Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 8 janvier 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,
Joseph BARTHÉLEMY.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.

Cadre général des services civils des colonies

ARRETE N° 227 promulguant au Togo le décret du 8 janvier 1942 modifiant la péréquation des grades du personnel des agents des services civils des colonies autres que l'Indochine.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 28 mai 1939 portant organisation du cadre général des services civils des colonies autres que l'Indochine, promulgué au Togo le 6 juillet 1939;

Vu le décret du 8 janvier 1942;

Vu le bordereau n° 110 A. P./I en date du 1^{er} avril 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 8 janvier 1942 modifiant la péréquation des grades du personnel des agents des services civils des colonies autres que l'Indochine.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 18 avril 1942.

P. SALICETI.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 28 mai 1939 portant organisation du cadre général des services civils des colonies autres que l'Indochine;
Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau figurant à l'article 4 du décret du 28 mai 1939 déterminant la hiérarchie, le traitement, la péréquation des grades, le classement au point de vue des indemnités de route et de séjour, des passages et du traitement dans les hôpitaux du personnel des agents des services civils des colonies autres que l'Indochine, est modifié ainsi qu'il suit :

GRADES	CLASSES	ECHOLON	SOLDE de présence	Classement	Péréquation des grades
			francs		
Adjoint principal h/classe		Après 3 ans	36.000 »	1 ^{re} B	8 p. 100
		Avant 3 ans	33.000 »		
Adjoint principal de classe exceptionnelle		Après 4 ans	29.000 »	2 ^e Catég.	42 p. 100
		Avant 4 ans	27.000 »		
		Avant 2 ans	25.000 »		
Adjoint principal (I)	1 ^{re} classe		22.000 »	2 ^e Catég.	50 p. 100
	2 ^e classe		20.000 »		
	3 ^e classe		18.000 »		
Adjoint	1 ^{re} classe		18.000 »	3 ^e Catég.	50 p. 100
	2 ^e classe		14.500 »		
Commis	1 ^{re} classe		13.000 »	3 ^e Catég.	50 p. 100
	2 ^e classe		11.500 »		
	3 ^e classe		10.500 »		

(1) Les adjoints principaux classés à la 2^e catégorie voyagent en 1^{re} classe des paquebots. Cette faveur ne leur confère aucun droit aux autres avantages accordés aux officiers supérieurs ou fonctionnaires assimilés.

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 8 janvier 1942.

PHILIPPE PÉTAI.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :
Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.

Port de l'insigne de conseiller national

ARRETE ministériel du 15 janvier 1942 autorisant le port et fixant les caractéristiques de l'insigne de conseiller national.

LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ETAT A L'INTÉRIEUR,

Vu la loi du 20 novembre 1940 réglementant le port des insignes, emblèmes et décorations;

Après avis du secrétaire général du conseil national;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé le port de l'insigne de conseiller national décerné par le Maréchal de France, Chef de l'Etat.

Cet insigne, dont le modèle a été déposé au ministère de l'intérieur et au secrétariat général du conseil national, est composé d'une francisque gallique aux couleurs nationales, appliquée sur écu d'argent et soulignée des mots « Conseil national ». Le fond de l'insigne, également d'argent et de forme générale rectangulaire, est réhaussé de motifs de vermeil; il mesure 50 millimètres dans sa plus grande longueur et 30 millimètres dans sa plus grande largeur.

ART. 2. — Nul ne peut porter cet insigne s'il n'a reçu une autorisation spéciale du secrétaire général du conseil national.

Toute personne qui arborerait cet insigne sans pouvoir justifier de cette autorisation est passible des peines prévues à l'article 4 de la loi du 20 novembre 1940 réglementant le port des insignes, emblèmes et décorations.

ART. 3. — Toute contrefaçon exposera le fabricant, le détaillant, le détenteur ou le porteur à des poursuites judiciaires. Toute reproduction décorative ou autre est interdite.

Fait à Vichy, le 15 janvier 1942.

Par délégation :

Le conseiller d'Etat secrétaire général
pour la police,
J. RIVALLAND.

Médaille d'honneur des douanes

ARRETE N° 228 promulguant au Togo le décret du 23 janvier 1942 portant modification au décret du 19 juin 1939 instituant une médaille d'honneur en argent en faveur du personnel des cadres locaux du service des douanes des colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 19 juin 1939 instituant une médaille d'honneur en argent en faveur du personnel des cadres locaux du service des douanes des colonies, promulgué au Togo le 25 juillet 1939;

Vu le décret du 23 janvier 1942;

Vu le bordereau n° 110 A. P./I en date du 1^{er} avril 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 23 janvier 1942 portant modification au

décret du 19 juin 1939 instituant une médaille d'honneur en argent en faveur du personnel des cadres locaux du service des douanes des colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 18 avril 1942.

P. SALICETI.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'arrêté interministériel du 5 mai 1899;

Vu le décret du 26 juin 1900 portant création d'une médaille d'honneur en argent spéciale au personnel des douanes et régies de l'Indochine;

Vu le décret du 19 juin 1939 portant institution d'une médaille d'honneur en argent en faveur du personnel des cadres locaux du service des douanes des colonies;

Sur la proposition du secrétaire d'Etat aux colonies;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 19 juin 1939 portant institution d'une médaille d'honneur en argent en faveur du personnel des cadres locaux du service des douanes des colonies est modifié ainsi qu'il suit :

Paragraphe 2 de l'article 1^{er} :

« Cette médaille d'honneur peut être décernée aux agents citoyens, sujets ou protégés français comptant au minimum quinze années de services coloniaux effectifs, non compris les services militaires, dans les administrations locales des douanes ».

« Art. 5. — Les frais de médaille, de ruban et de diplôme seront à la charge des budgets supportant la solde des intéressés.

« Art. 6. — Le décret du 26 juin 1900, portant création d'une médaille d'honneur en argent spéciale au personnel des douanes et régies de l'Indochine est abrogé. Les citoyens, sujets ou protégés français, titulaires de ladite médaille, reçoivent une allocation annuelle de 200 francs ou de 20 piastres en Indochine ».

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 23 janvier 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le secrétaire d'Etat à l'aviation,
secrétaire d'Etat aux colonies, par intérim,
Général BERGERET.*

Personnel colonial

ARRETE No 229 promulguant au Togo le décret du 29 janvier 1942 modifiant les articles 31 et 39 du décret du 3 juillet 1897 sur les indemnités et les passages du personnel colonial.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 11 janvier 1940 portant prorogation du délai de jouissance de passages de rapatriement, promulgué au Togo le 11 mars 1940;

Vu le décret du 29 janvier 1942;

Vu le bordereau no 112 A. P./I en date du 3 avril 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 29 janvier 1942 modifiant les articles 31 et 39 du décret du 3 juillet 1897 sur les indemnités et les passages du personnel colonial.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 18 avril 1942.

P. SALICETI.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 3 juillet 1897 sur les indemnités et les passages du personnel colonial;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Le délai de rapatriement de trois ans prévu aux paragraphes B et C de l'article 31 du décret du 3 juillet 1897 est porté à dix ans.

ART. 2. — Le tableau figurant à l'article 39 du décret du 3 juillet 1897 est complété comme suit :

« Les poids maxima des bagages fixés ci-dessus sont majorés de 100 kilogrammes par enfant à charge voyageant avec le chef de famille ou isolément ».

ART. 3. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 29 janvier 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le secrétaire d'Etat à l'aviation,
secrétaire d'Etat aux colonies,
par intérim,
Général BERGERET.*

Organismes consultatifs

ARRETE ministériel du 1^{er} février 1942 suspendant jusqu'au 12 juillet 1942 l'obligation de consulter, dans certains cas, la commission interministérielle des hydrocarbures.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT A L'AVIATION, SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX COLONIES, PAR INTÉRIM,

Vu les lois des 12 juillet 1940 et 19 juillet 1941;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est suspendue jusqu'au 12 juillet 1942 l'obligation de consulter la commission interministérielle des hydrocarbures instituée par le décret du 1^{er} février 1925, sur les demandes concernant l'installation, dans les territoires d'outre-mer relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, de dépôts d'hydrocarbures d'une contenance supérieure à 400 mètres cubes.

Fait à Vichy, le 1^{er} février 1942.

Général BERGERET.

Caisse intercoloniale de retraites

ARRETE N° 230 promulguant au Togo le décret du 3 février 1942 portant répartition de la contribution supplémentaire des colonies au service financier de la caisse intercoloniale de retraites pour l'année 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 3 février 1942;

Vu le bordereau n° 112 A. P./I en date du 3 avril 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 3 février 1942 portant répartition de la contribution supplémentaire des colonies au service financier de la caisse intercoloniale de retraites pour l'année 1942.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 18 avril 1942.

P. SALICETI.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Vu la loi du 14 avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, et notamment l'article 71;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928 portant création de la caisse intercoloniale de retraites et les textes subséquents, qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret du 31 décembre 1937 portant réforme du régime financier de la caisse intercoloniale de retraites, notamment les articles 83 et 100;

Vu la décision prise par le conseil d'administration de la caisse intercoloniale de retraites en sa séance du 27 octobre 1941;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat à l'aviation, secrétaire d'Etat aux colonies, par intérim;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Le montant global des contributions supplémentaires dues au service financier de la caisse intercoloniale de retraites, pour l'année 1942, par les colonies et territoires sous mandat, est fixé à 33.973.527 francs.

ART. 2. — La répartition de cette somme est fixée ainsi qu'il suit entre les colonies et territoires sous mandat :

Francs

Afrique occidentale française	3.175.147
Togo	92.038
Afrique équatoriale française	777.495
Cameroun	305.223

ART. 3. — Le secrétaire d'Etat à l'aviation, secrétaire d'Etat aux colonies, par intérim, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 3 février 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat à l'aviation,
secrétaire d'Etat aux colonies, par intérim,

Général BERGERET.

Statut des Juifs

ARRETE N° 231 promulguant au Togo le décret du 20 février 1942 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 7 (5°) de la loi du 2 juin 1941 portant statut des juifs.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928 portant règlement d'administration publique en vue de l'exécution de l'article 71 de la loi du 14 avril 1924 créant une caisse intercoloniale de retraites, promulgué au Togo le 7 décembre 1928;

Vu la loi du 2 juin 1941 portant statut des juifs, promulguée au Togo le 6 septembre 1941;

Vu le décret du 20 février 1942;

Vu le bordereau n° 112 A. P./I en date du 3 avril 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 20 février 1942 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 7 (5°) de la loi du 2 juin 1941 portant statut des juifs.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 18 avril 1942.

P. SALICETI.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Sur le rapport du ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et du secrétaire d'Etat aux colonies;

Vu les articles 71 et 72 de la loi du 14 avril 1924 sur les pensions;

Vu le décret portant règlement d'administration publique du 1^{er} novembre 1928 créant la caisse intercoloniale de retraites, ensemble les textes qui l'ont modifié;

Vu la loi du 2 juin 1941 portant statut des Juifs, notamment l'article 7 (5°) de cette loi, ainsi conçu :

« Les fonctionnaires tributaires de la caisse intercoloniale de retraites ou des caisses locales, et comportant au moins quinze années de services effectifs, bénéficieront d'une pension dans les conditions qui seront déterminées par un règlement d'administration publique »;

Le conseil d'Etat entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les fonctionnaires et agents civils des territoires dépendant du secrétariat d'Etat aux colonies, appartenant aux catégories énumérées par l'article 1^{er} du décret du 1^{er} novembre 1928 sur la caisse intercoloniale, qui auront cessé d'exercer leurs fonctions en exécution des lois des 3 octobre 1940 et 2 juin 1941, pourront faire valoir les droits définis ci-après :

1^o — Les fonctionnaires justifiant du nombre d'années de service fixé pour l'ouverture du droit à pension d'ancienneté recevront une pension de cette nature, à jouissance immédiate ;

2^o — Si, sans remplir cette condition, ils ont accompli au moins quinze années de services effectifs, ils bénéficieront, avec jouissance immédiate, d'une pension calculée à raison, soit d'un trentième du minimum de la pension d'ancienneté pour chaque année de services de la catégorie A, soit d'un vingt-cinquième pour chaque année de services de la catégorie B ou de services militaires. Le montant de cette pension ne pourra excéder le minimum de la pension d'ancienneté augmenté, le cas échéant, de la rémunération des bonifications pour services hors d'Europe et des bénéfices de campagne.

ART. 2. — Les veuves des fonctionnaires et agents visés à l'article précédent, mis à la retraite par application des lois des 3 octobre 1940 et 2 juin 1941, auront droit à pension dans les conditions fixées par le régime des retraites auquel leur mari était soumis. Néanmoins, la condition prévue au paragraphe 2 de l'article 23 du décret du 1^{er} novembre 1928 portant règlement d'administration publique en vue de l'exécution de l'article 71 de la loi du 14 avril 1924 créant la caisse intercoloniale de retraites ne sera pas exigée lorsque le mariage a été célébré avant la cessation de l'activité et que le temps à courir entre sa date et la limite d'âge dont les intéressés auraient pu bénéficier est au moins égal audit délai.

ART. 3. — Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et aux *Journaux officiels* des colonies et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 20 février 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,

Pierre PUCHEU.

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,*
Yves BOUTHILLIER.

*Le secrétaire d'Etat à l'aviation,
secrétaire d'Etat aux colonies,
par intérim,*
Général BERGERET.

Lacération d'affiches

ARRETE N° 232 promulguant au Togo le décret du 28 février 1942 étendant aux territoires relevant du secrétaire d'Etat aux colonies la loi du 21 janvier 1942 réprimant la lacération des affiches apposées au nom du gouvernement ainsi que les manifestations antinationales ou antigouvernementales.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937 ;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo ;

Vu le décret du 28 février 1942 ;

Vu le bordereau n° 110 A. P./I en date du 1^{er} avril 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 28 février 1942 étendant aux territoires relevant du secrétaire d'Etat aux colonies la loi du 21 janvier 1942 réprimant la lacération des affiches apposées au nom du gouvernement ainsi que les manifestations antinationales ou antigouvernementales.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 18 avril 1942.

P. SALICETI.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu la loi du 21 janvier 1942 réprimant la lacération des affiches apposées au nom du gouvernement ou sous son contrôle ainsi que les manifestations antinationales ou antigouvernementales ;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies ;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Sont étendues aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies les dispositions de la loi du 21 janvier 1942, réprimant la lacération des affiches apposées au nom du gouvernement ou sous son contrôle, ainsi que les manifestations antinationales ou antigouvernementales.

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 28 février 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le secrétaire d'Etat à l'aviation,
secrétaire d'Etat aux colonies, par intérim,*
Général BERGERET.

LOI du 21 janvier 1942 réprimant la lacération des affiches apposées au nom du gouvernement ou sous son contrôle, ainsi que les manifestations antinationales ou antigouvernementales.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,
Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Ceux qui auront enlevé, déchiré, recouvert ou altéré des affiches apposées, soit par ordre du gouvernement ou de l'administration, soit au nom d'organismes agissant en accord avec le gouvernement dans un intérêt national, seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 200 à 10.000 francs.

La même peine sera encourue par quiconque aura sciemment accompli un acte constituant, sous une forme individuelle ou collective, une manifestation contre le peuple français ou son gouvernement.

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 21 janvier 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

L'amiral de la flotte, vice-président du conseil,
Amiral DARLAN.

Le ministre, secrétaire d'Etat à l'intérieur,
Pierre PUCHEU.

Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,
Joseph BARTHÉLEMY.

Relégation

ARRETE N° 233 promulguant au Togo la loi du 4 mars 1942 modifiant l'article 14 de la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes (relégation).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 4 mars 1942;

Vu le bordereau n° 112 A. P. I en date du 3 avril 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 4 mars 1942 modifiant l'article 14 de la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes (relégation).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 18 avril 1942.

P. SALICETI.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,
Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — L'article 14 de la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes est ainsi modifié :

« Art. 14. — Le relégué qui, à partir de l'expiration de sa peine, se sera rendu coupable d'évasion

ou de tentative d'évasion, celui qui, sans autorisation, sera rentré en France ou aura quitté le territoire de relégation, celui qui aura outrepassé le temps fixé par l'autorisation, sera traduit devant le tribunal correctionnel du lieu de son arrestation ou devant celui du lieu de relégation et, après reconnaissance de son identité, sera puni d'un emprisonnement de 6 mois à 1 an.

« Pour première récidive, cette peine sera de un an à deux ans et pour la seconde et les suivantes de deux ans à cinq ans; elle sera subie sur le territoire du lieu de relégation.

« L'article 463 du code pénal n'est pas applicable aux infractions prévues par le présent article ».

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 4 mars 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

L'amiral de la flotte,
ministre vice-président du conseil,
Amiral DARLAN.

Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,
Joseph BARTHÉLEMY.

Le secrétaire d'Etat à l'aviation,
secrétaire d'Etat aux colonies, par intérim,
Général BERGERET.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Droits de sortie

ARRETE N° 99 fixant le mode d'assiette, les règles de perception et la quotité des droits à percevoir à la sortie du Territoire.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial;

Vu le décret du 2 juillet 1928 relatif à l'application de la loi du 13 avril 1928 susvisée;

Vu l'arrêté du 30 mai 1931 fixant les droits perçus à la sortie du Territoire et les actes modificatifs subséquents;

Vu le télégramme-lettre-avion n° 111/s. e. en date du 21 janvier 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

Vu l'arrêté général n° 4461/s. e. du 17 décembre 1941 fixant le mode d'assiette, les règles de perception et la quotité des droits à percevoir sur les produits à leur sortie de l'Afrique occidentale française;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 16 février 1942;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le mode d'assiette, les règles de perception et la quotité des droits à percevoir sur certains produits à leur sortie du territoire du Togo sont fixés par le tableau annexé au présent arrêté.

ART. 2. — La perception est assurée par le service des douanes; les déclarations, les liquidations, les recouvrements des droits seront régis par les lois, décrets, ordonnances et règlements des douanes.

ART. 3. — Les droits « ad valorem » sont perçus d'après la valeur des produits au moment de l'exportation. Cette valeur est déterminée par les barèmes officiels (prix « loco-magasin port d'embarquement ») pour tous les produits dont le prix d'achat est fixé par le comité central des prix soit, à défaut de barème officiel, par la valeur mercantile ou encore, à défaut, par le prix de facture (prix de la marchandise dans les magasins de l'exportateur majorée de tous les frais accessoires: emballage, transport, commission, etc... jusqu'à l'arrivée au bureau des douanes où la déclaration est déposée).

ART. 4. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures telles qu'elles résultent de l'arrêté n° 299 du 30 mai 1931 et tous actes modificatifs subséquents.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 février 1942.

J. de SAINT-ALARY.

Approbation ministérielle notifiée par T. O. n° 174 S. E. en date du 25 avril 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française.

DÉSIGNATION DES PRODUITS	TARIF FISCAL		OBSERVATIONS
	Unités de perception	Quotité des droits	
PREMIÈRE SECTION			
Matières animales			
CHAPITRE PREMIER			
Animaux vivants			
Bêtes de sommes :			
Chevaux, juments, poulains, pouliches	Valeur ou la tête	8 ⁰ / ₀ avec minimum de perception de	200 » 150 » 100 »
Mules et mulets	—	—	—
Baudets-étalons, ânes et ânesses	—	—	—
Bestiaux :			
Bœufs, vaches, taureaux, génisses	—	8 ⁰ / ₀	100 »
Veaux	—	avec minimum de	100 »
Béliers, brebis, moutons, agneaux	—	perception de	20 »
Boucs, chèvres et chevreaux	—	—	20 »
Porcs, truies, cochons de lait	—	—	20 »
Gibier vivant, volailles vivantes et autres animaux de basse-cour	Valeur	8 ⁰ / ₀	—
Oiseaux vivants, escargots vivants	—	8 ⁰ / ₀	—
Autres animaux vivants	—	8 ⁰ / ₀	—
CHAPITRE II			
Produits et dépouilles d'animaux			
Viandes de toutes sortes préparées ou non (fraîches, réfrigérées, congelées, salées ou en saumure, séchées; charcuterie fabriquée; volailles et autres animaux morts; conserves de viande, de gibier, de volailles et autres animaux en boîtes ou autres récipients clos, en terrines, etc.; extraits de viande)	—	8 ⁰ / ₀	—
Peaux brutes de toutes sortes (vertes, séchées, salées, arseniquées, etc.)	—	8 ⁰ / ₀	—
Pelletteries brutes	—	8 ⁰ / ₀	—
Laines (en masses, peignées ou cardées, déchets)	—	8 ⁰ / ₀	—
Plumes de parures et dépouilles d'oiseaux apprêtées	—	8 ⁰ / ₀	—

DÉSIGNATION DES PRODUITS	TARIF FISCAL		OBSERVATIONS
	Unités de perception	Quotité des droits	
<i>Graisses animales autres que de poissons :</i>			
Suif, saindoux, huiles de saindoux	Valeur	8 %	
Margarine, graisses alimentaires et substances similaires	—	8 %	
Cire animale (y compris la crasse de cire) brute ou clarifiée	—	8 %	
Beurre frais, fondu ou salé	—	8 %	
Miel naturel, succédanés ou substituts du miel	—	8 %	
CHAPITRE III			
Pêches			
Poissons frais, secs, salés, fumés, conservés au naturel, marinés ou autrement préparés	—	4 %	
Crustacés (langoustes, crevettes, crabes, etc.), frais, secs, salés, fumés, conservés ou autrement préparés	—	8 %	
Graisses de poissons et tous autres produits industriels provenant de la pêche	—	8 %	
CHAPITRE IV			
Substances animales propres à la médecine et à la pharmacie			
Substances animales propres à la médecine et à la pharmacie	—	Exemples	
CHAPITRE V			
Matières dures à tailler			
Dents d'éléphants (défenses et machelières) et d'hippopotames	—	8 %	
Os, sabots et cornes de bétail	—	8 %	
DEUXIÈME SECTION			
Matières végétales			
CHAPITRE VI			
Farineux alimentaires			
Mais en grains ou en farine	Valeur	8 %	
Dari, millet, mil et alpiste, en grains ou en farine	—	8 %	
Manioc brut, desséché ou similaires	—	8 %	
Sagou, salep, arrow-root, farine et fécule de manioc et d'autres végétaux exotiques similaires	—	8 %	
Riz en paille, brisure, entier, farine et semoule	—	8 %	
Légumes secs entiers et en farine	—	8 %	
CHAPITRE VII			
Fruits et graines			
Fruits frais, forcés ou non (ananas, bananes, etc.)	—	4 %	
Fruits secs ou tapés (amandes, bananes, etc.) entiers, en poudre, en farine, etc.	—	4 %	
Fruits de table ou autres, confis ou conservés	—	4 %	
<i>Graines et fruits oléagineux :</i>			
Arachides en coques	Valeur ou 100 kg. brut	8 % avec minimum de perception de 12 »	
Arachides décortiquées	—	15 »	
Amandes de coco ou coprah	Valeur	8 %	
Graines de coton décortiquées ou non	—	8 %	
Amandes de palme et palmistes	—	8 %	
Graines de ricin	—	8 %	
Graines de sésame	—	8 %	
Graines de béréf	—	8 %	

DÉSIGNATION DES PRODUITS	TARIF FISCAL		OBSERVATIONS
	Unités de perception	Quantité des droits	
CHAPITRE VIII			
Denrées coloniales de consommation			
Confiseries au sucre, bonbons, berlin-gots, dragées, etc.	Valeur	8%	
Confitures, gelées, marmelades, compotes, pâtes, purée de fruits et produits analogues contenant du sucre ou du miel	—	8%	
Cacao en fèves, pellicules, coques ou poussières, broyé, en pâtes, poudres, tablettes ou autrement	—	8%	
Beurre de cacao et ses subrogats ou succédanés. Chocolat	—	8%	
Confiserie au cacao, au beurre de cacao ou au chocolat	—	8%	
Poivres, piments, maniguettes, muscades	—	8%	
Girofle, clous et grilles	Valeur	8%	
Tabac en feuilles ou côtés	Le kilogr.	1 franc	
Tabacs fabriqués (cigares, cigarettes et autres)	—	2 francs	
Bentamaré	—	2 francs	
Café en fèves ou pellicules, torréfié, moulu ou autrement préparé	—	2 francs	
CHAPITRE IX			
Huiles et sucs végétaux			
Huiles d'arachides	100 kg. brut ou valeur	8% avec mini- mum de perception de 20 p.	28 p.
Huiles de coco ou de coprah	—	—	20 p.
Huiles de coton	—	—	12 p.
Huiles de palme ou de palmiste	Valeur	8%	20 p.
Huiles de ricin	—	8%	
Huiles de sésames	—	8%	
Huiles de béréf	—	8%	
Huiles autres	—	8%	
Graisses végétales :			
Beurre de karité	Valeur ou 100 kg. brut	8%, avec minimum de perception de 25 francs	
Autres graisses végétales	Valeur	8%	
Huiles volatiles ou essences :			
Essence de citronnelle	—	8%	
Essence d'oranges	—	8%	
Autres huiles volatiles ou essences	—	8%	
Gomme arabique, dure, friable et déchets	—	8%	
Caoutchouc (1) (voir renvoi in fine)	Valeur ou 100 kg. brut	8%, avec minimum de perception de 110 francs	
Glu	Valeur	8%	
CHAPITRE X			
Espèces médicinales			
Kinkéliba (feuilles et graines)	Valeur	8%	
Ecorces de citrons, d'oranges et leurs variétés	—	8%	
Autres racines fraîches ou sèches, herbes, fleurs, feuilles, écorces, fruits et graines médicinaux	—	8%	
CHAPITRE XI			
Bois			
Bois de toutes sortes, ronds, bruts, équarris ou sciés	Valeur	8%	
Bois à brûler	—	8%	
Charbon de bois	—	8%	
Bois de teinture et bois odorants	—	8%	
Autres bois	—	8%	
CHAPITRE XII			
Fruits, tiges et filaments à ouvrer			
Coton égrené ou non	—	8%	
Dah	—	8%	

DÉSIGNATION DES PRODUITS	TARIF FISCAL		OBSERVATIONS
	Unité de perception	Quantité des droits	
Sisal	Valeur	8%	
Kapok égrené ou non	—	8%	
Crin végétal	—	8%	
Fibres de coco	—	8%	
Autres fruits, tiges et filaments à ouvrer non dénommés ci-dessus	—	8%	
CHAPITRE XIII			
Teintures et tannins			
Ecorces à tan, moulues ou non	—	8%	
Ecorces de palétuvier	—	8%	
Indigo	—	8%	
Autres plantes tinctoriales	—	8%	
CHAPITRE XIV			
Produits et déchets divers			
Tourteaux de graines oléagineuses			
Tourteaux d'arachides	—	10%	
Tourteaux de palmistes et autres	—	8%	
Pâte de cellulose	—	8%	
CHAPITRE XV			
Boissons			
Boissons de toutes sortes	—	Exemptes	
TROISIÈME SECTION			
Matières minérales			
CHAPITRE XVI			
Pierres, terres et combustibles minéraux			
Diamants et autres pierres-gemmes de toutes sortes brutes ou taillées.	—	8%	
CHAPITRE XVII			
Métaux			
Minerais de toutes sortes	—	8%	
Déchets, chutes, limailles et débris de vieux métaux ou d'ouvrages en métaux	—	8%	
Or pur ou allié, en pépites, poudre, lingots, barres; tiré, laminé, filé, etc.	Le gram.	3 francs	
QUATRIÈME SECTION			
Fabrications			
Alcools industriels, méthyliques et autres	Valeur	8%	
Savons de parfumerie	—	8%	
Savons autres que de parfumerie	—	8%	
Amidons	—	8%	
Fécules indigènes brutes ou en grumeaux	—	8%	
Tapiocas concassés, granulés, perlés et criblures	—	8%	
Fils, ficelles et cordages de dah, sisal et autres végétaux filamenteux	—	8%	
Peaux et pelleteries, tannées, préparées, corroyées, etc.	—	8%	
Ouvrages en peaux ou en cuir	—	8%	
Pelleteries ouvrées, confectionnées	—	8%	
Bijoux en or et ors indigènes	La gram.	3 francs	
Tous produits non nommément désignés aux 1 ^{re} , 2 ^e , 3 ^e et 4 ^e sections ci-dessus	—	Exemptes	

(1) Le caoutchouc déclaré en stock au 15 mai 1941 et non encore exporté restera soumis à l'ancien tarif, soit 425 francs les 100 kgs.

ARRETE N° 248 soumettant à la procédure d'urgence l'arrêté n° 99 du 14 février 1942 fixant le mode d'assiette, les règles de perception et la quotité des droits à percevoir à la sortie du Territoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté n° 99 du 14 février 1942 fixant le mode d'assiette, les règles de perception et la quotité des droits à percevoir à la sortie du Territoire;

Vu le T. O. n° 174/s. E. en date du 25 avril 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française notifiant l'approbation ministérielle de l'arrêté susvisé;

Vu l'urgence;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Vu l'urgence, l'arrêté n° 99 du 14 février 1942 fixant le mode d'assiette, les règles de perception et la quotité des droits à percevoir à la sortie du Territoire, dont l'approbation par le département a été notifiée par le T. O. n° 174/s. E. du 25 avril 1942, sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 28 avril 1942.

P. SALICETI.

Supplément de traitement

ARRETE N° 140 portant suppression des indemnités spéciales temporaires et attribution d'un supplément de traitement et de solde aux fonctionnaires des cadres locaux européens.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 2 mars 1910, réglementant la solde et les allocations accessoires du personnel des cadres coloniaux, et les actes modificatifs, notamment les décrets des 11 juillet 1936 et 23 juillet 1937 et 5 août 1941;

Vu l'arrêté du 17 mai 1922, réglementant la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des cadres communs supérieurs, secondaires, spéciaux et locaux de l'Afrique occidentale française;

Vu l'arrêté n° 109 du 16 février 1942, majorant l'indemnité spéciale temporaire allouée aux agents des cadres généraux et locaux européens;

Vu la loi du 31 octobre 1941 portant suppression des indemnités spéciales temporaires et attribution d'un supplément de traitement et de solde aux fonctionnaires, agents et ouvriers civils et militaires de l'Etat;

Vu le décret du 10 février 1942 rendant applicables les dispositions de la loi précitée aux colonies;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 11 mars 1942;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont supprimées à compter du 1^{er} novembre 1941 les indemnités spéciales temporaires attribuées aux fonctionnaires des cadres locaux européens par l'arrêté 109 du 16 février 1942.

ART. 2. — A partir de la même date et à titre transitoire, il est attribué à ces mêmes fonctionnaires qui se trouvent dans une position donnant droit à la solde d'activité un supplément provisoire de solde dont le montant est fixé comme suit :

	TAUX
Agents dont la rémunération brute annuelle est inférieure à 9.000 francs	4.200
Agents dont la rémunération brute annuelle est comprise :	
entre 9.000 et 30.000 francs	5.000
entre 30.001 et 40.000 francs	6.000
entre 40.001 et 50.000 francs	7.000
entre 50.001 et 60.000 francs	8.000
entre 60.001 et 70.000 francs	9.000
entre 70.001 et 80.000 francs	10.000
entre 80.001 et 90.000 francs	11.000
entre 90.001 et 100.000 francs	12.000
Agents dont la rémunération brute annuelle est supérieure à 100.000 francs	12.000

ART. 3. — Le montant de ce supplément provisoire suit le sort de la rémunération principale; son montant est réduit dans la proportion où se trouve réduite cette rémunération principale pour quelque cause que ce soit.

Il est majoré du supplément colonial lorsqu'il s'agit de personnel admis au bénéfice de cet accessoire de soldé par les textes qui les organisent.

Pour les agents ne fournissant qu'un service incomplet, le montant du supplément, majoré le cas échéant du supplément colonial, déterminant en fonction du traitement qui serait alloué pour la durée normale du service est réduit au prorata de la durée effective du service.

ART. 4. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures en tant qu'elles sont contraires à celles du présent arrêté.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 4 mars 1942.

J. de SAINT-ALARY.

Approbation ministérielle notifiée par T. O. n° 154/F.2 en date du 14 avril 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française.

ARRETE N° 158 portant suppression de l'indemnité spéciale temporaire et attribution d'un supplément de traitement aux agents des cadres communs secondaires, locaux et spéciaux du Togo et de l'A.O.F. en service au Togo.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 17 mai 1922 réglementant la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des cadres communs supérieurs, secondaires, spéciaux et locaux de l'A. O. F.;

Vu l'arrêté du 24 mars 1934 et actes modificatifs subséquents réglant les statuts des cadres locaux indigènes;

Vu l'arrêté n° 110 du 16 février 1942 fixant à nouveau les taux des cadres communs secondaires, spéciaux et locaux du Togo et de l'A. O. F. en service au Togo;

Vu la loi du 31 octobre 1941 portant suppression des indemnités spéciales temporaires et attribution d'un supplément de traitement et de solde aux fonctionnaires, agents et ouvriers civils et militaires de l'Etat;

Vu le décret du 10 février 1942 rendant applicables aux colonies les dispositions de la loi précitée aux fonctionnaires et agents des cadres organisés par décret;

Vu l'arrêté du 2 mars 1942 étendant les mêmes mesures aux agents des cadres de l'A. O. F.;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 11 mars 1942;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont supprimées à partir du 1^{er} novembre 1941 les indemnités spéciales temporaires attribuées aux agents des cadres communs secondaires, locaux et spéciaux du Togo et de l'A. O. F. en service au Togo.

ART. 2. — A partir de la même date et à titre transitoire, il est attribué à ces mêmes agents qui se trouvent dans une position donnant droit à la solde d'activité un supplément provisoire de traitement dont le montant est fixé comme suit :

	TAUX
Agents dont la rémunération brute annuelle est inférieure ou égale à 6.000 francs.	2.800
Agents dont la rémunération brute annuelle est comprise :	
entre 6.001 et 8.000 francs	3.500
entre 8.001 et 9.000 francs	4.200
Agents dont la rémunération brute annuelle est supérieure à 9.000 francs.	5.000

ART. 3. — Le montant de ce supplément provisoire suit le sort de la rémunération principale; son montant est réduit dans la proportion où se trouve réduite cette rémunération principale pour quelque cause que ce soit.

Pour les agents ne fournissant qu'un service incomplet, le montant du supplément déterminé en fonction du traitement qui serait alloué pour la durée normale du service, est réduit au prorata de la durée effective du service.

ART. 4. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures en tant qu'elles sont contraires à celles du présent arrêté.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mars 1942.

J. de SAINT-ALARY.

Approbation ministérielle notifiée par R. T. O. n° 168/R. 2 en date du 21 avril 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française.

Huile d'arachides

DECISION N° 1228 S. E./C. 5 relative à la consommation de l'huile d'arachides dans les territoires relevant du Haut-Commissariat de l'Afrique française.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,

COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu l'arrêté n° 793 du 2 mars 1942, réglementant la vente de l'huile d'arachides par les fabricants et fixant les contin-

gents d'huile d'arachides disponibles pour la satisfaction des besoins locaux;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les contingents d'huile d'arachides de bouche alloués aux territoires du Haut-Commissariat pour les neuf mois restant à courir de l'année 1942 sont les suivants :

	Tonnes
Circonscription de Dakar	1.368,—
Sénégal et Mauritanie (sauf Port-Etienne)	1.906,—
Port-Etienne	4.500
Soudan	53,—
Guinée	59,—
Côte d'Ivoire	106,—
Dahomey et Niger	18,—
Togo	4.500

ART. 2. — Dans chaque colonie ou territoire du Haut-Commissariat, le gouverneur ou chef de territoire fixe le rythme de la consommation dans les limites des contingents indiqués et les modalités de répartition sans que la part allouée à chaque famille puisse être supérieure à dix litres par mois.

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Dakar, le 2 avril 1942.

P. BOISSON.

Dons destinés aux écoliers de France

ARRETE N° 1276 T. P. exonérant les envois de dons en nature destinés aux écoliers de France des frais de transports et taxes d'embarquement.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL

HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE

COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 25 juin 1940 créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret financier du 30 décembre 1912 et les actes modificatifs subséquents;

Sur la proposition de l'ingénieur général, inspecteur général des travaux publics;

La commission permanente du conseil du gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les envois de dons en nature destinés à des écoles françaises sont exonérés des frais de transports et taxes de toute nature perçus par les services de transports terrestres, maritimes et fluviaux relevant des divers budgets de l'Afrique occidentale française.

ART. 2. — Ces envois, obligatoirement remis par des membres du corps de l'enseignement ou adressés à des directeurs d'école, seront considérés, par les services publics, comme des transports sur réquisition.

Les réquisitions seront établies par les autorités administratives qualifiées. Elles mentionneront la destination définitive des colis et l'autorisation du transport aux conditions du présent arrêté.

Ces réquisitions seront comptabilisées pour ordre.

ART. 3. — Le secrétaire général du gouvernement général de l'A. O. F., les gouverneurs de la Guinée, de la Côte d'Ivoire et du Dahomey et le commissaire de France au Togo sont chargés de l'exécution des prescriptions du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera et qui entrera en vigueur à compter de la date de sa signature.

Dakar, le 3 avril 1942.

P. BOISSON.

Fûts vides

ARRETE N° 1280 complétant l'arrêté 235 S. E. du 15 janvier 1942 réglementant les mouvements des fûts vides (bois et métal) à l'intérieur de l'Afrique française.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le gouvernement général de l'A. O. F. et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant le Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 2 mai 1939, portant application aux territoires d'outre-mer de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre;

Vu le décret du 5 décembre 1939, autorisant les chefs des colonies à réglementer l'exportation des produits coloniaux et à prescrire toute mesure destinée à faciliter cette exportation;

Vu l'arrêté 235 S. E. du 15 janvier 1942 réglementant les mouvements des fûts vides (bois et métal) à l'intérieur de l'Afrique française;

La commission permanente du conseil du gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 7 de l'arrêté 235 S. E. du 15 janvier 1942 réglementant les mouvements des fûts vides (bois et métal) à l'intérieur de l'Afrique française est complété comme suit :

F. — Bouteilles et tubes d'acier employés pour le logement des gaz comprimés ou liquéfiés.

Le reste sans changement.

ART. 2. — Les gouverneurs des colonies et chefs de territoire sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié, communiqué et enregistré partout où besoin sera.

Dakar, le 3 avril 1942.

P. BOISSON.

Taxes postales

ARRETE N° 1288 D./T. portant réaménagement des taxes applicables aux lettres et aux boîtes avec valeur déclarée.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les textes ultérieurs le modifiant;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, l'ensemble des textes qui l'ont modifié;

Vu l'instruction n° 1 sur le service des postes télégraphes et téléphones en A. O. F. rendue exécutoire par décision n° 165 du 3 février 1918;

Vu l'ensemble des textes locaux portant modification aux taxes applicables aux lettres et boîtes avec valeur déclarée;

Vu le décret du 23 octobre 1941, portant organisation du service des transmissions de l'A. O. F. promulgué par arrêté n° 4190/A. P. du 3 décembre 1941;

Vu l'arrêté n° 4210/T. P. du 3 décembre 1941, portant organisation du service des transmissions de l'A. O. F.;

Vu l'arrêté n° 834/P. T. du 4 mars 1942, portant réaménagement des taxes postales du régime international;

Vu le décret du 9 janvier 1942, relatif à l'exécution de l'arrangement de l'Union Postale Universelle concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée, conclu à Buenos-Aires le 23 mai 1939;

La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée entre, d'une part, l'Afrique occidentale française et le Togo et, d'autre part, les pays qui ont adhéré ou adhéreront à l'arrangement international conclu à Buenos-Aires le 23 mai 1939, sera effectué dans les conditions déterminées par cet arrangement et le règlement y annexé.

ART. 2. — Les taxes à percevoir en Afrique occidentale française et au Togo sur les lettres et boîtes avec valeur déclarée à destination des pays étrangers, sont perçues conformément aux tarifs ci-après :

1^o — TRANSPORT**Lettres**

Jusqu'à 20 grammes (même taxe que celle des lettres ordinaires).

Au-dessus de 20 grammes, par 20 grammes ou fraction de 20 grammes (même taxe que celle des lettres ordinaires).

Boîtes

Par 50 grammes ou fraction de 50 grammes : 3 frs. avec minimum de perception de 12 francs.

2^o — RECOMMANDATION**Lettres et boîtes**

Droit fixe : 4 francs.

3^o — ASSURANCE**Lettres et boîtes**

Jusqu'à 1.000 francs de valeur déclarée : 3 francs.

Par 1.000 francs ou fraction de 1.000 francs de valeur déclarée : 1 fr., 60.

ART. 3. — Le maximum de déclaration par envoi ne peut, en aucun cas, dépasser 50.000 francs.

ART. 4. — La déclaration d'une valeur supérieure à la valeur réellement insérée dans une lettre ou dans une boîte est interdite et passible des peines prévues à l'article 5 de la loi du 4 juin 1859.

ART. 5. — L'expéditeur de tout envoi contenant des valeurs déclarées peut demander, soit au moment du dépôt, soit postérieurement qu'il lui soit donné avis de la réception de cet envoi par le destinataire.

Si l'avis de réception est demandé au moment même du dépôt de l'objet, le droit à payer est de 4 francs. Ce droit est fixé à 6 francs lorsque la demande est formulée postérieurement au dépôt dudit objet.

Un droit de 6 francs est également applicable à toute demande de renseignement formulée par l'expéditeur sur le sort d'une lettre ou d'une boîte de valeur déclarée pour laquelle un avis de réception n'a pas été réclamé antérieurement. Ce droit peut être remboursé au cas où il serait établi qu'il y a eu faute du service des postes.

ART. 6. — Les dispositions des articles 4, 7 et 8 de l'arrêté n° 834 du 4 mars 1942, portant réaménagement des taxes postales applicables aux correspondances du régime international sont applicables, le cas échéant, aux lettres et boîtes avec valeur déclarée dans les mêmes conditions qu'aux autres objets de correspondance.

ART. 7. — Le présent arrêté qui annule toutes dispositions antérieures contraires et qui prendra effet le 1^{er} avril 1942, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 3 avril 1942.

P. BOISSON.

**Commis stagiaires des services financiers
et comptables de l'A. O. F.**

*DECISION N° 1292 fixant la date et les modalités
d'un concours pour 20 places de commis stagiaires
des services financiers et comptables de l'A. O. F.*

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,
COMMANDEUR DE LA LÉION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française, ensemble tous actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu l'arrêté du 17 décembre 1927 organisant le cadre des services financiers et comptables de l'A. O. F. et tous textes modificatifs;

Vu l'arrêté du 30 mai 1939 fixant les modalités du concours pour l'admission au grade de commis stagiaire du cadre des services financiers et comptables de l'A. O. F.

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours pour 20 places de commis stagiaires 1^{er} échelon du cadre des services financiers et comptables de l'A. O. F. s'ouvrira le lundi 3 août 1942 dans les centres suivants : Dakar, Saint-Louis, Conakry, Porto-Novo, Lomé, Abidjan, Bamako, Niamey.

ART. 2. — Sont autorisés à concourir les candidats réunissant les conditions prévues par l'article 4 de l'arrêté organique du 17 décembre 1927 modifié par arrêté du 13 avril 1938 et susceptibles de subir les épreuves instituées par l'arrêté n° 1814 p. du 30 mai 1939.

ART. 3. — Les matières des épreuves du concours seront choisies dans le programme annexé à l'arrêté du 30 mai 1939 portant modification au statut organique du cadre des services financiers et comptables de l'Afrique occidentale française.

ART. 4. — Les demandes des candidats accompagnées des dossiers de candidature constitués comme il est spécifié à l'article 4 de l'arrêté du 30 mai 1939 fixant les modalités du concours, transmises obligatoirement par les différents chefs des colonies du groupe devront parvenir à la direction du personnel du gouvernement général à Dakar au plus tard le 3 juin 1942.

ART. 5. — La liste des candidats admis à concourir sera arrêtée le 3 juillet 1942.

Dakar, le 7 avril 1942.

*Pour le gouverneur général absent,
Le gouverneur des colonies,
secrétaire général p. i. du gouvernement général,
chargé de l'expédition des affaires courantes
et urgentes,
CHAPOULIE.*

Frais de déplacement

DECISION N° 288 portant répartition entre le budget local et le budget annexe du chemin de fer des frais divers occasionnés par les déplacements à Dakar du chef du service des travaux publics, directeur du réseau des chemins de fer pour les besoins de la production industrielle.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu les instructions du Haut-Commissaire de l'Afrique française concernant les déplacements périodiques à Dakar des chefs de service de la production industrielle de l'Afrique française;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les frais divers (transports, frais de déplacement, etc...) occasionnés par les déplacements périodiques à Dakar du chef du service des travaux publics, directeur du réseau des chemins de fer, pour les besoins de la production industrielle seront supportés à raison de 50% par le budget local et 50% par le budget annexe du chemin de fer.

ART. 2. — La présente décision, qui aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1942, sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 14 avril 1942,
P. SALICETI.

Sociétés indigènes de prévoyance

Budgets

*ARRETE N° 225 approuvant et rendant exécutoires
les budgets 1942 des sociétés indigènes de pré-
voyance du territoire du Togo.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux Sociétés indigènes de prévoyance au Togo, modifié par les décrets du 31 juillet 1937 et du 18 septembre 1938;

Vu l'arrêté du 7 octobre 1937 relatif au fonctionnement des Sociétés indigènes de prévoyance, modifié par les arrêtés n°s 116 du 24 février 1938 et 287 du 21 mai 1938;

Vu l'arrêté n° 599 du 14 novembre 1937 portant création des Sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles au Togo et approuvant les statuts des Sociétés;

Vu les délibérations en date des 11 et 13 avril 1942 de la commission centrale de surveillance des Sociétés indigènes de prévoyance au Territoire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés et rendus exécutoires les budgets pour 1942 des sociétés indigènes de prévoyance de Lomé, Tsévié, Anécho, Atakpamé, Klouto, Sokodé, Bassari, Lama-Kara et Mango.

ART. 2. — Les budgets délibérés en conseil d'administration et en assemblée générale de chacune des sociétés indigènes de prévoyance intéressées sont arrêtés aux montants ci-après, en recettes et en dépenses :

S. I. P. de Lomé : Trois cent quatre vingt trois mille quatre cent cinquante francs (383.450 frs.).

S. I. P. de Tsévié : Trois cent cinq mille cinq cent quatre vingt un francs (305.581 frs.).

S. I. P. d'Anécho : Six cent soixante dix mille cent trente et un francs dix centimes (670.131 frs., 10).

S. I. P. d'Atakpamé : Un million deux cent vingt sept mille cent quatre vingt douze francs (1.227.192).

S. I. P. de Klouto : Cinq cent quarante huit mille trente neuf francs quatre vingt deux centimes (548.039 frs., 82).

S. I. P. de Sokodé : Trois cent vingt mille neuf cent quatre vingt deux francs trente huit centimes (320.982 frs., 38).

S. I. P. de Lama-Kara : Cinq cent soixante cinq mille sept cent dix huit francs quarante neuf centimes (565.718 frs., 49).

S. I. P. de Bassari : Cent vingt sept mille cent francs (127.100 frs.).

S. I. P. de Mango : Quatre cent cinquante neuf mille six cent neuf francs quarante centimes (459.609 frs., 40).

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 17 avril 1942.

P. SALICETI.

Ouverture de crédits

ARRETE N° 235 portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local du Togo, exercice 1941.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et notamment l'article 81 modifié par le décret du 19 janvier 1935;

Vu le décret du 28 juin 1941 portant approbation du budget local du Togo — Exercice 1941;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 18 avril 1942;

Sous réserve d'approbation ultérieure par décret;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont ouverts au budget local du Togo, exercice 1941, les crédits supplémentaires suivants :

CHAPITRE XV

DÉPENSES DIVERSES

ARTICLE 3. — *Fêtes publiques et frais généraux*

§ 10. — Garantie de consommation électrique 185.000

ARTICLE 9. — *Dépenses d'exercices clos* 175.000

Total 360.000

ART. 2. — L'ouverture de ces crédits supplémentaires sera gagée par une annulation des crédits prévus au chapitre 1^{er}. — *Dettes exigibles.*

ARTICLE 6. — *Dépenses d'exercices clos* 360.000

ART. 3. — Le présent arrêté, rendu provisoirement exécutoire, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 avril 1942.

P. SALICETI.

Agents auxiliaires

ARRETE N° 236 modifiant le règlement du 1^{er} mai 1939 concernant le personnel auxiliaire à traitement ou salaire mensuel et accordant à ce personnel un supplément de traitement.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le règlement du 1^{er} mai 1939 concernant le personnel auxiliaire à traitement ou salaire mensuel;

Vu l'arrêté n° 106 du 16 février 1942 rendant applicables aux agents contractuels et employés auxiliaires permanents rémunérés sur le budget local ou le budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, les dispositions de l'arrêté n° 4451/F. du 17 décembre 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française, portant institution d'un pécule des agents contractuels et auxiliaires permanents de l'A. O. F.;

Vu l'arrêté n° 107 du 16 février 1942 octroyant aux agents contractuels et auxiliaires permanents une majoration spéciale d'émoluments compensant les retenues pour pécule;

Vu l'addendum en date du 10 mars 1942 au règlement du 1^{er} mai 1939 susvisé;

Vu la circulaire n° 290 F./2 en date du 30 mars 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 18 avril 1942;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté n° 107 du 16 février 1942 est et demeure abrogé.

ART. 2. — Il est accordé au personnel auxiliaire à traitement ou salaire mensuel soumis au règlement du 1^{er} mai 1939 les suppléments provisoires de traitement ci-après définis :

TRAITEMENT OU SALAIRE MENSUEL			SUPPLÉMENT PROVISoire mensuel de traitement
Jusqu'à	750 frs.	inclus	90 francs
de 751 à 1.000	—	—	110 —
de 1.001 à 1.250	—	—	140 —
de 1.251 à 1.666	—	—	200 —
de 1.667 à 2.083	—	—	260 —
de 2.084 à 2.500	—	—	350 —
de 2.501 à 3.000	—	—	470 —

ART. 3. — Le supplément provisoire de traitement n'est pas soumis à la retenue pour pécule.

ART. 4. — Le présent arrêté qui aura effet pour compter du 1^{er} novembre 1941, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 avril 1942.

P. SALICETI.

Affaires courantes

DECISION N° 311 chargeant à titre permanent M. l'administrateur en chef de Saint-Alary, inspecteur des affaires administratives du Togo de la signature des affaires courantes et urgentes durant les absences du Gouverneur, Commissaire de France au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Durant les absences du Gouverneur, Commissaire de France au Togo, M. l'administrateur en chef des colonies de Saint-Alary, inspecteur des affaires administratives du territoire

du Togo sera chargé, sans qu'il soit besoin de nouvelles décisions, de l'expédition des affaires courantes et urgentes du Territoire.

La signature de ce haut fonctionnaire sera précédée de la mention ci-après :

*« Pour le Gouverneur, Commissaire de France au Togo,
L'administrateur en chef de Saint-Alary,
inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires courantes
et urgentes, »*

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Loimé, le 22 avril 1942.

P. SALICETI.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR LOCAL

PERSONNEL INDIGÈNE

Promotion

Par arrêté n° 219 du :

11 avril 1942. — Est promu, à compter du 1^{er} avril 1942 :

Au grade de commis d'administration de 5^e classe :

Santos Paulin, commis d'administration de 6^e classe.

Titularisations

Par arrêté n° 220 du :

11 avril 1942. — Les agents dont les noms suivent sont titularisés dans leurs emplois à l'expiration de leurs deux années réglementaires de stage et sont nommés :

Pour compter du 1^{er} mars 1942 :

d'Almeida Bob Thomas, moniteur-auxiliaire de l'agriculture de 5^e classe.

Atohoun Célestin, moniteur-auxiliaire de l'agriculture de 5^e classe.

Géraldo Moutairou, moniteur-auxiliaire de l'agriculture de 5^e classe.

Pour compter du 1^{er} avril 1942 :

Logossou Sébastien, facteur auxiliaire des P. T. T. de 2^e classe.

Punition

Par décision n° 284 du :

11 avril 1942. — Une punition de 4 jours de suspension de solde est infligée au mécanicien de 1^{re} cl. Akakpo, pour le motif suivant :

« Informé, à l'absence de son chef de service et de son chef d'atelier, d'une demande de secours, ne s'est pas rendu immédiatement à son poste pour prendre les mesures d'urgence auxquelles l'autorisent ses fonctions.

« A manqué ainsi à ses obligations professionnelles et a occasionné un retard d'une heure dans l'envoi de la machine de secours demandée ».

Rétrogradation

Par arrêté n° 240 du :

22 avril 1942. — Sont rapportées les dispositions de l'arrêté n° 201 du 4 avril 1942 portant suspension de fonctions de :

M.M. Pascal Emile, commis d'administration de 5^e cl.
Bonin François, moniteur de 3^e classe de l'enseignement.

Amoussou Pierre, moniteur de 4^e classe de l'enseignement.

Le commis d'administration de 5^e classe Pascal Emile est rétrogradé à la 6^e classe de son grade.

Le moniteur de 3^e classe de l'enseignement Bonin François est rétrogradé à la 4^e classe de son grade.

Le moniteur de 4^e classe de l'enseignement Amoussou Pierre est rétrogradé à la 5^e classe de son grade.

Gardes-frontières

Tableau d'avancement — Promotions

Par arrêté n° 223 du :

17 avril 1942. — Sont inscrits au tableau d'avancement pour l'année 1942 les agents du cadre local indigène des gardes-frontières du Togo dont les noms suivent :

Pour le grade de sergent 2^e échelon :

Klu Zakaria, sergent 1^{er} échelon.

Pour le grade de sergent 1^{er} échelon :

Amadou Yanaba, caporal 2^e échelon.

Mensah Georges, caporal 2^e échelon.

Esso Chabana, caporal 2^e échelon.

Pour le grade de caporal 2^e échelon sous réserve de l'examen prévu à l'article 5 de l'arrêté du 28 octobre 1933.

Tongni Tétévi, caporal 1^{er} échelon.

Soglo François, caporal 1^{er} échelon.

Toyé Sessou, caporal 1^{er} échelon.

Comlan Dossah, caporal 1^{er} échelon.

Comlan Sègla, caporal 1^{er} échelon.

Mama Dramanou, caporal 1^{er} échelon.

Tétévi Jacob, caporal 1^{er} échelon.

Pour le grade de caporal 1^{er} échelon :

Kouévi Ezéchiél, garde-frontière de 1^{re} classe.

Koriko Choro, garde-frontière de 1^{re} classe.

Adanhin Abiha, garde-frontière de 1^{re} classe.

Hodonou Afanou, garde-frontière de 1^{re} classe.

Koffi Georges, garde-frontière de 1^{re} classe.

Sossou Koussou, garde-frontière de 1^{re} classe.

Gourma Anani, garde-frontière de 1^{re} classe.

Adjololo Ayibo, garde-frontière de 1^{re} classe.

Pour le grade de garde-frontière de 4^e classe :

Kpadénou Gabriel, garde-frontière de 5^e classe.

Sèssy Pierre Claver, garde-frontière de 5^e classe.

Agossou Augustin, garde-frontière de 5^e classe.

Vikoun Robert, garde-frontière de 5^e classe.

Miheyé Christophe, garde-frontière de 5^e classe.

Amoussou Mathias, garde-frontière de 5^e classe.

Lawson Bernard, garde-frontière de 5^e classe.

Adjin André, garde-frontière de 5^e classe.

Biraïmah Joseph, garde-frontière de 5^e classe.

Francis Raphaël, garde-frontière de 5^e classe.

Hundjo Antoine, garde-frontière de 5^e classe.

Tagué Ganda, garde-frontière de 5^e classe.

Améganvi Bernabé, garde-frontière de 5^e classe.

Vovor Vincent, garde-frontière de 5^e classe.

Akakpo Gérard, garde-frontière de 5^e classe.

Sotomé Stéphan, garde-frontière de 5^e classe.

Dagnokossou Pierre, garde-frontière de 5^e classe.

Agbokou Constantin, garde-frontière de 5^e classe.

Légbaga Boko, garde-frontière de 5^e classe.

Mensah Emmanuel, garde-frontière de 5^e classe.

Par arrêté n° 224 du :

17 avril 1942. — Sont promus pour compter du 1^{er} janvier 1942 les agents du cadre local indigène des gardes-frontières du Togo dont les noms suivent :

Au grade de sergent 2^e échelon :

Klu Zakaria, sergent 1^{er} échelon.

Au grade de sergent 1^{er} échelon :

Amadou Yanaba, caporal 2^e échelon.

Mensah Georges, caporal 2^e échelon.

Esso Chabana, caporal 2^e échelon.

Au grade de caporal 1^{er} échelon :

Kouévi Ezéchiél, garde-frontière de 1^{re} classe.

Koriko Choro, garde-frontière de 1^{re} classe.

Adanhjin Abiha, garde-frontière de 1^{re} classe.

Hodonou Afanou, garde-frontière de 1^{re} classe.

Koffi Georges, garde-frontière de 1^{re} classe.

Sossou Koussou, garde-frontière de 1^{re} classe.

Au grade de garde-frontière de 4^e classe :

Kpadénou Gabriel, garde-frontière de 5^e classe.

Séssy Pierre Claver, garde-frontière de 5^e classe.

Vikoun Robert, garde-frontière de 5^e classe.

Miheyé Christophe, garde-frontière de 5^e classe.

Amoussou Mathias, garde-frontière de 5^e classe.

Lawson Bernard, garde-frontière de 5^e classe.

Adjin André, garde-frontière de 5^e classe.

Biraïma Joseph, garde-frontière de 5^e classe.

Francis Raphaél, garde-frontière de 5^e classe.

Houndjo Antoine, garde-frontière de 5^e classe.

Tagué Ganda, garde-frontière de 5^e classe.

Est promu pour compter du 1^{er} février 1942 :

Au grade de garde-frontière de 4^e classe :

Agossou Augustin, garde-frontière de 5^e classe.

Forces de police

Nominations — Punitons — Licenciements — Radiations

Par arrêté n° 241 du :

22 avril 1942. — 1^o — MILICE. — Est engagé comme milicien de 2^e classe pour compter du 1^{er} mai 1942, le stagiaire de la catégorie A. Kanarézé Adamou, N° Mle M/723 A. C.

Sont licenciés pour compter du 1^{er} mai 1942 :

Bodey François, stagiaire cat. B., Mle M/755 B. T., « pour inaptitude physique non imputable au service ».

Sokalé, stagiaire cat. A. Mle M/791 A. T., « pour mauvaise manière habituelle de servir ».

Les frais de transport prévus par l'arrêté n° 480 en date du 30 août 1934 sont accordés aux intéressés pour rejoindre leurs foyers avec leur famille.

Le sergent-chef Baouéna, N° Mle M/293 B. T., déserteur du 17 avril 1942, est rayé des contrôles actifs des forces de police du Territoire à compter du 18 avril 1942.

2^o — GARDE INDIÈNE. — Le garde de 2^e classe Atchivi, N° Mle 1218, déserteur du 15 avril 1942, est rayé des contrôles actifs des forces de police du Territoire à compter du 16 avril 1942.

Le brigadier de 1^{re} classe Kondo Sabalé, N° Mle 1082, est licencié pour mauvaise manière habituelle de servir et rayé des contrôles actifs des forces de police du Territoire pour compter du 1^{er} mai 1942.

Les frais de transport prévus par l'arrêté n° 480 en date du 30 août 1934 lui sont accordés pour rejoindre ses foyers avec sa famille.

Par décision n° 312 du :

22 avril 1942. — 1^o — MILICE. — Sont infligées les punitions suivantes aux miliciens dont les noms suivent :

30 jours de prison avec retenue de solde

Sokalé, stagiaire catégorie A, Mle 791 A. T. « brutalité envers un infirme ».

Natayo Allassan, 2^e classe stagiaire, Mle M/771 A. D. « attitude incorrecte à l'égard d'un supérieur ».

15 jours de prison avec retenue de solde

Tiémoko Djara, milicien 2^e classe, Mle M/685 B. T. « ivresse et scandale au camp de la milice ».

** 10 jours de prison avec retenue de solde*

Agban Tanan, stagiaire catégorie B, Mle M/742 B. T. « faute contre la discipline ».

2^o — GARDE INDIÈNE. — Une punition de 15 jours de prison avec retenue de solde est infligée à chacun des gardes dont les noms suivent :

Banouablé, garde de 2^e classe, N° Mle 1229 « négligence grave en service ».

Badjoussem, garde de 2^e classe, N° Mle 658 « ivresse en service et abandon de poste ».

Sohinto Houssou, garde de 2^e classe, N° Mle 1239 « négligence grave en service ».

Agents auxiliaires

Nominations

Par décision n° 276 du :

10 avril 1942. — Le manoeuvre spécialisé des lignes Seybou est engagé à titre provisoire et sous réserve d'un stage d'une durée minimum de 3 mois, en qualité d'agent auxiliaire à compter du 15 avril 1942 en remplacement numérique du surveillant Kounaké Eugène, révoqué.

Son salaire mensuel est fixé à 200 francs.

Par décision n° 305 du :

22 avril 1942. — M. Creppy Edmond est engagé en qualité d'agent auxiliaire.

Il aura droit en cette qualité à un salaire mensuel de 800 francs et aux avantages définis par le règlement du 1^{er} mai 1939.

Par décision n° 306 du :

22 avril 1942. — Sont engagés en qualité d'infirmiers auxiliaires pour compter du 20 avril 1942 les nommés : Kodjo Elie, Akouété Damien.

Ils auront droit en cette qualité à une rémunération mensuelle de deux cents francs (200 frs.) et aux avantages définis par le règlement du 1^{er} mai 1939.

Démissions

Par décision n° 283 du :

11 avril 1942. — Est acceptée, pour compter du 1^{er} avril 1942, la démission de son emploi offerte par l'agent auxiliaire Kakpossa Zounkpalo pour convenance personnelle.

Révocations

Par décision n° 285 du :

11 avril 1942. — Le nommé Saikandé, canotier auxiliaire, est révoqué de son emploi et rayé du contrôle des auxiliaires à compter du 3 mars 1942 pour absence irrégulière.

Par décision n° 291 du :

15 avril 1942. — L'agent auxiliaire Amégnaglo Alfred est révoqué de son emploi pour compter du 1^{er} avril 1942 pour absence irrégulière.

Par décision n° 292 du :

15 avril 1942. — L'agent auxiliaire Bilao Bakouléna est révoqué de son emploi pour compter du 1^{er} avril 1942 pour abandon de poste.

Par décision n° 307 du :

22 avril 1942. — Est révoqué de son emploi, pour compter du 17 mars 1942, l'agent auxiliaire Kouévi Kagni.

DIVERS**Bourses**

Par décision n° 289 du :

14 avril 1942. — Sont accordées à compter du 25 février 1942 et dans les conditions des articles 2 et 3 de l'arrêté n° 479 du 11 septembre 1939, les bourses scolaires aux élèves indigènes des écoles officielles du Togo ci-après désignés :

A — CERCLE DE LOMÉ

Taux journalier : 1 fr., 50

- 1 — Tèko Abalo John, âgé de 14 ans.
- 2 — Agbemagnon Nsougan, âgé de 13 ans.
- 3 — Agbo Djadou, âgé de 15 ans.
- 4 — Eklou Kouma, âgé de 13 ans.
- 5 — Guinhouya Kokou, âgé de 15 ans.
- 6 — Agbo Midou, âgé de 15 ans.
- 7 — Koffi Martin, âgé de 15 ans.
- 8 — Fiagan Ebénézer, âgé de 14 ans.
- 9 — Agblevon Christian, âgé de 11 ans.
- 10 — Logan Henri, âgé de 13 ans.
- 11 — Adegnon Henri, âgé de 14 ans.
- 12 — Nakpo Mensah, âgé de 14 ans.
- 13 — Adossi Héné Jean, âgé de 13 ans.
- 14 — Azonguenou Hans, âgé de 11 ans.
- 15 — Eklou Yovonou, âgé de 12 ans.
- 16 — Mensah Anani, âgé de 12 ans.

B — CERCLE D'ANÉCHO

Taux journalier : 1 fr., 50

- 17 — Kagni Folli, âgé de 13 ans.
- 18 — Glokpo Liassidji, âgé de 13 ans.
- 19 — Gbogla Koki, âgé de 13 ans.
- 20 — Douhadji Combé, âgé de 13 ans.
- 21 — Amoussou Koissi, âgé de 11 ans.
- 22 — Gbéléhui Solétoumé, âgé de 16 ans.
- 23 — Koumi — Kossivi, âgé de 13 ans.
- 24 — Abotchi Ahossélé, âgé de 12 ans.
- 25 — Bossou Messanvi, âgé de 12 ans.
- 26 — Adakesso Homabou, âgé de 14 ans.
- 27 — Kokouda Houndjo, âgé de 12 ans.
- 28 — Adanglodou Afandonougbe, âgé de 13 ans.
- 29 — Afanou Sossa, âgé de 14 ans.
- 30 — Ayité Amah, âgé de 14 ans.
- 31 — Akouété Ameyégninou, âgé de 12 ans.
- 32 — Agboyibo Yawo, âgé de 12 ans.

C — SUBDIVISION D'ATAKPAMÉ

Taux journalier 1 fr.

- 33 — Aoolitché Komiga, âgé de 13 ans.
- 34 — Adjinacou Boucari, âgé de 15 ans.
- 35 — Amegan Georges, âgé de 11 ans.
- 36 — Koto Michel, âgé de 14 ans.
- 37 — Sant'Anna Emmanuel, âgé de 13 ans.
- 38 — Koloba Jean, âgé de 12 ans.
- 39 — Missiga Bayassem, âgé de 14 ans.
- 40 — Afanchao Afoutou, âgé de 13 ans.
- 41 — Etsé Robert, âgé de 13 ans.
- 42 — Fonou Codjo, âgé de 12 ans.
- 43 — Nayo Raphaël, âgé de 13 ans.
- 44 — Akalo Vincent, âgé de 13 ans.

D — SUBDIVISION DE PALIMÉ

Taux journalier : 1 fr., 50

- 45 — Gnado Koimi, âgé de 14 ans.
- 46 — Klévo Augustin, âgé de 13 ans.
- 47 — Kokoumé Louise, âgée de 14 ans.
- 48 — Apédo Michel, âgé de 14 ans.
- 49 — Abotchi Augustin, âgé de 14 ans.
- 50 — Bouikpo Grâce, âgée de 13 ans.
- 51 — Séwonou Seth, âgé de 14 ans.
- 52 — Goka Andréas, âgé de 13 ans.
- 53 — Agbodjan Komlan, âgé de 13 ans.
- 54 — Koudzawou Kossivi, âgé de 13 ans.
- 55 — Toussa Komlan, âgé de 13 ans.

E — CERCLE DE SOKODÉ

Taux journalier 1 fr.

- 56 — Ouadja Faré, âgé de 16 ans.
- 57 — Tchédre Kassim, âgé de 14 ans.
- 58 — Tchassé Méoué, âgé de 13 ans.
- 59 — Chango Christophe, âgé de 15 ans.
- 60 — Agané Issifou, âgé de 12 ans.
- 61 — Danto Adam, âgé de 16 ans.
- 62 — Issifou Soulé, âgé de 16 ans.
- 63 — Tchédre Tidjim, âgé de 13 ans.
- 64 — Azondo Zongo, âgé de 13 ans.

F — SUBDIVISION DE MANGO

Taux journalier : 0 fr., 75

- 65 — Laré Doudjéga, âgé de 14 ans.
- 66 — Mignaguibi Digoé, âgé de 14 ans.
- 67 — Nadjé Nana, âgé de 14 ans.
- 68 — Yaboué Djamgbédja, âgé de 14 ans.
- 69 — Dantaré Sinandja, âgé de 13 ans.
- 70 — Combaté Lénga II, âgé de 12 ans.

Les boursiers ci-dessus sont habilités à percevoir l'allocation dont le paiement sera effectué sur états collectifs comportant l'attestation du directeur de l'école que les intéressés ont bien été présents durant le nombre de jours inscrits.

Internement administratif

Par arrêté n° 244 du :

24 avril 1942. — Le nommé Koissy (Raphaël), âgé de 25 ans, né à Lomé (Togo), fils de Gbafa et de Noulédo, mécanicien, est interné administrativement pendant la durée des hostilités.

Justice indigène

Par arrêté n° 234 du :

18 avril 1942. — M. Azémard Jean, commerçant, est nommé assesseur européen suppléant près le tribunal criminel de Sokodé en remplacement de M. Azémard Pierre.

Libération conditionnelle

Par arrêté n° 239 du :

21 avril 1942. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé aux détenus ci-après désignés, de la prison d'Atakpamé :

1^o — Kouami Koumagnanou, âgé de 30 ans environ, né à Témé-Azafi (subdivision d'Atakpamé), fils de Koumagnanou et de feue Adjonougbo;

2^o — Assabou Etienne, âgé de 31 ans environ, né à Amlané (subdivision d'Atakpamé), fils de feu Assabou et de feue Amégnoewoyivo; condamnés par arrêt n° 65 du 24 juillet 1941 du tribunal colonial d'appel de Lomé à dix mois de prison 25 francs d'amende et 1.050 francs de dominages-intérêts, pour vol.

Marchandises préemptées

Par décision n° 304 du :

20 avril 1942. — Sont réparties comme suit entre le budget annexe et le budget local les marchandises provenant de la vente aux enchères de la D. T. G. préemptées par l'autorité administrative :

	BUDGET ANNEXE	BUDGET LOCAL
10 Couteaux palette peinture	5	5
5 Tournevis	3	2
4 Tournevis	2	2
14 Tournevis	7	7
23 Tournevis divers	14	9
158 Paquets clous tonnelier	158	—
12 Litres essence térébenthine	12	—
36 Manifolds	36	—
1 Scie à chantourner	1	—
17 Boîtes peintures Glasso (227 gr.)	10	7
14 Boîtes peintures Glasso (453 gr.)	10	4
6 Bidons Glasurit (2 Kg. 500)	4	2
6 Boîtes email Glassomax (907 gr.)	4	2
5 Boîtes email Glassomax (907 gr.)	3	2
12 Boîtes email Glassomax (475 gr.)	8	4
3 Boîtes email Glassomax (453 gr.)	3	—
12 Boîtes email Glassomax (453 gr.)	8	4
6 Boîtes email Glassomax (453 gr.)	4	2
20 Boîtes email Glassomax (453 gr.)	13	7
6 Boîtes email Glassomax (453 gr.)	4	2
6 Boîtes email Glassomax (453 gr.)	4	2
10 Boîtes Glasurit (450 gr.)	7	3
3 Boîtes Glassomax (2 Kg. 227)	3	—
13 Boîtes Glassomax (227 gr.)	9	4
3 Boîtes Glassomax (200 gr.)	3	—
14 Boîtes Glassomax (227 gr.)	9	5
27 Flacons liquide à bronzer	14	13
6 Boîtes Glasurit fer rouge (2 Kg. 267)	—	6
4 Boîtes Glasurit fer rouge (0 Kg. 488)	—	4
10 Boîtes esmaltine	10	—
1 Bidon liquide pour aluminium	1	—
1 Pièce tissus 24 yards	1	—
1 Pièce tissus 33 yards	—	1
15 Boîtes Glasurit (32 Kg. environ)	10	5
8 Boîtes Glasurit (36 Kg. environ)	5	3
68 Boîtes Glasurit (62 Kg. environ)	44	24
30 Boîtes Glasurit (28 Kg. environ)	20	10
9 Boîtes Glasurit (20 Kg. environ)	6	3
5 Boîtes Glasurit (11 Kg. environ)	3	2
34 Boîtes Glasurit (31 Kg. environ)	19	15
56 Boîtes encaustiques (grandes)	28	28
9 Boîtes Glasurit (41 Kg. environ)	6	3

	BUDGET ANNEXE	BUDGET LOCAL
20 Boîtes Glasurit cristal (0 Kg. 453)	13	7
14 Boîtes Glasurit cristal (0 Kg. 453)	9	5
31 Boîtes Glassomax email (0 Kg. 225)	20	11
96 Boîtes Glassomax email (0 Kg. 453)	63	33
43 Boîtes Glasurit (19 Kg. 480)	28	15
32 Boîtes Glasurit (29 Kg.)	20	12
6 Boîtes Glasurit (13 Kg. 600)	4	2
205 Boîtes Glasurit (185 Kg.)	130	75
2 Boîtes Glasurit (9 Kg.)	1	1
50 Boîtes Glasurit (45 Kg.)	30	20
7 Boîtes Glasurit (16 Kg.)	7	—
2 Boîtes Glasurit (9 Kg.)	2	—
13 Boîtes Glasurit (11 Kg.)	8	5
19 Boîtes Glasurit (41 Kg.)	12	7
50 Boîtes Glasurit (45 Kg.)	30	20
34 Boîtes Glasurit (154 Kg.)	20	14
82 Boîtes Glasurit (165 Kg.)	52	30
183 Boîtes Glasurit (165 Kg.)	120	63
96 Boîtes Glassomax email (87 Kg.)	60	36
109 Boîtes Glassomax email (46 Kg.)	79	30
74 Boîtes Glasso métal email (26 Kg.)	40	34
8 Bidons billerol (15 Kg. 500)	8	—
9 Bidons minium de plomb (90 Kg.)	9	—
64 Boîtes encaustique	—	64
3 Bidons peinture pour toiture (15 Kg.)	—	3
8 Bidons blanc de zinc (200 Kg.)	1	7
4 Bidons essence térébenthine (175 litres)	25	150
23 Scies à chantourner	10	13
80 Kilogs vis à bois T. R. pointes de 35 mm et gâches	40	40

Ordonnateur délégué

Par arrêté n° 221 du :

15 avril 1942. — M. Sanson Pierre, administrateur des colonies, chef du bureau des finances, est délégué dans les fonctions d'ordonnateur du budget local.

Rachat de produits

Par décision n° 275 du :

10 avril 1942. — La commission prévue à l'article 8 du règlement d'achat du 18 mars 1942 à l'effet de contrôler au port d'embarquement les poids et la qualité des produits rachetés par l'Etat français et prêts à être embarqués, est composée comme suit :

Le chef du service de l'agriculture à défaut d'un administrateur des colonies disponible *Président*

L'agent transitaire du service local,

Le chef du service du mouvement du réseau du chemin de fer,

L'inspecteur des produits,

Un employé de la

S. C. O. A.

Un employé de la

Cie. F. A. O.

*représentants
des exportateurs*

Membres

Receveur municipal

Par arrêté n° 242 du :

23 avril 1942. — Est nommé receveur municipal de la commune-mixte de Lomé, pour compter du 1^{er} mai 1942, M. Pennaforte, trésorier-payeur du Togo.

Le cautionnement auquel est assujéti ce comptable en qualité de trésorier-payeur du Togo sera en outre affecté à sa gestion de receveur municipal.

Rôles

Par arrêté n° 218 du :

10 avril 1942. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs et supplémentaires, exercice 1941 et 1942, dont le détail suit, s'élevant à la somme de Quatre cent cinquante-un mille neuf cent quarante six francs cinquante centimes :

Nos DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
EXERCICE 1941				
302	Lomé-ville	Impôt personnel et taxe additionnelle	2.617,—	
		Rachat des prestations	400,—	
		Centimes additionnels à la C. M.	126,50	3.143,50
303	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup.	9.880,—	
		Rachat des prestations	2.490,—	
		Centimes additionnels à la C. M.	492,—	12.862,—
304	—	Impôt sur la population flottante	50,—	
		Centimes additionnels à la C. M.	2,50	52,50
305	—	Patentes	16.502,50	
		Centimes additionnels à la C. M.	824,80	17.327,30
306	—	Licences	850,—	
		Centimes additionnels à la C. M.	42,20	892,20
307	—	Taxe sur armes perfectionnées	320,—	
		Centimes additionnels à la C. M.	16,—	336,—
308	—	Taxe sur les bicyclettes	2.985,—	
		Centimes additionnels à la C. M.	143,50	3.128,50
309	—	Taxe sur les chiens	420,—	
		Centimes additionnels à la C. M.	21,—	441,—
310	Lomé Subd.	Patentes	312,50	
311	—	Licences	25,—	
312	—	Taxe sur armes perfectionnées	40,—	
313	—	Taxe sur armes non perfectionnées	296,—	
314	—	Taxe sur les bicyclettes	1.620,—	2.293,50
315	Tsévié	Impôt personnel sur indigènes catég. sup.	1.985,—	
		Rachat des prestations	645,—	2.630,—
316	Klouto	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire	192,—	
317	—	Patentes	21.497,50	
318	—	Licences	1.375,—	
319	—	Impôt sur la population flottante	2.000,—	
320	—	Taxe sur armes perfectionnées	20,—	
321	—	Taxe sur armes de traite	13.936,—	
322	—	Taxe sur les bicyclettes	690,—	39.710,50
323	Sokodé	Impôt personnel et taxe additionnelle	437,—	
		Rachat des prestations	40,—	477,—
TOTAL				83.294,—
EXERCICE 1942				
54	Trésor	Impôt personnel européen (taxe fixe)	44.500,—	
		Centimes additionnels à la C. M.	2.225,—	
		Rachat des prestations	5.320,—	52.045,—
55	Lomé-ville	Impôt personnel européen (taxe fixe)	65.750,—	
		Centimes additionnels à la C. M.	3.287,50	
		Rachat des prestations	10.480,—	79.517,50
56	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup.	52.120,—	
		Centimes additionnels à la C. M.	2.606,—	
		Rachat des prestations	9.425,—	64.151,—
57	—	Impôt personnel sur indigènes catég. ord.	58.464,—	
		Centimes additionnels à la C. M.	2.923,20	
		Rachat des prestations	8.064,—	69.451,20
58	Trésor	Patentes	8.100,—	
		Centimes additionnels	405,—	8.505,—
à reporter				273.669,70

N ^{OS} DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
		<i>Report</i>		273.669,70
59	Lomé-ville	Cont. fonc. sur immeub. non bâtis indig. 46.552,20 Centimes additionnels à la C. M. 2.325,40 Taxe d'enlèvement d'ordures 2.309,50	51.187,10	51.187,10
60	Lomé Subd.	Impôt personnel européen (taxe fixe) 5.500,— Rachat des prestations 120,—	5.620,—	5.620,—
61	Tsévié	Impôt personnel européen (taxe fixe) 1.250,— Rachat des prestations 200,—	1.450,—	1.450,—
62	Klouto	Licences	14.600,—	
63	—	Contribution foncière sur immeubles bâtis européens	2.470,50	
64	—	Contribution foncière sur immeubles bâtis indigènes	2.980,—	
65	—	Contribution foncière sur immeubles non bâtis indig.	485,90	
66	—	Taxe sur armes perfectionnées	980,—	21.516,40
67	Atakpamé	Licences	1.000,—	
68	—	Licences	9.000,—	
69	—	Contribution foncière sur immeubles bâtis européens	1.810,—	
70	—	Contribution foncière sur immeubles bâtis indigènes	3.308,—	
71	—	Contribution foncière sur immeubles non bâtis europ.	48,80	
72	—	Contribution foncière sur immeubles non bâtis indig.	42,50	15 209,30
		EXERCICE 1942		368.652 50
		REPORT DE L'EXERCICE 1941		83.294,—
		TOTAL GÉNÉRAL		451.946,50

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 10 avril 1942.

Par arrêté n° 222 du :

16 avril 1942. — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle supplémentaire 1941 des cotisations de la Société indigène de prévoyance de Klouto, arrêté à la somme de : Trois mille sept cent dix neuf francs cinquante centimes (3.719,50).

Secours

Par arrêté n° 237 du :

21 avril 1942. — Le secours temporaire de 1.200 francs par an, renouvelable tous les 3 ans accordé à M. Georges Messan, tuteur légal des orphelins d'un commis d'administration du cadre local indigène du Togo, décédé à Lomé le 28 décembre 1937, est renouvelé pour une période de trois ans pour compter du 1^{er} janvier 1942.

Ce secours est payable trimestriellement et à terme échu.

Par arrêté n° 238 du :

21 avril 1942. — Le secours temporaire accordé pour une période de trois ans par arrêté n° 42 du 20 janvier 1939 aux ex-agents du chemin de fer ci-après est renouvelé pour une nouvelle période de trois ans à compter du 1^{er} janvier 1942 :

Chamie Katahou à Sokodé;

Tassou Katahan à Sokodé;

Kodjo Laurence à Klouto.

Le montant du secours est porté à six cents francs (600 frs.) par an. Il est payable trimestriellement et à terme échu. Ce secours pourra être renouvelé au terme de la période sus-indiquée.

Surveillance des prix

Séance du 2 Avril 1942

S. C. O. A.

	frs.
Petit pois — La boîte	20,40
Ciment artificiel — Le sac	97,—
Ciment «Dema Rle» — Le sac	80,55
Cigarettes «Nationales» — La cartouche	67,50
Cigarettes «Nationales» — Le paquet	2,70
Cigarettes «Monogrammes» — La cartouche	73,75
Cigarettes «Monogrammes» — Le paquet	2,95

Séance du 13 Avril 1942

U. A. C.

Cigarettes «Nationales» — Le paquet	2,75
Cigarettes «Monogrammes» — Le paquet	2,90
Imperméable pour femme — La pièce	875,—
Serviettes éponge «Nid d'abeille» 85×58 c/m La pièce	13,—
Serviettes couleur tout coton 60×125 c/m La pièce	9,50
Serviettes couleur tout coton 37×90 c/m La pièce	12,50
Serviettes couleur tout coton 47×95 c/m La pièce	27,50
Cigarettes «Job» — Le paquet	2,80
Quinquina «St. Raphaël» — La bouteille	36,50
Chaises pliantes — La pièce	86,50
Eau Vittel — La bouteille	9,05
Percalé blanche «Fatou» — Le mètre	7,85
Fil à coudre «JPSK» — La fusette	8,00
Chemisettes coton uni blanchi «N° 2.046» La pièce	65,—
Chemisettes coton uni blanchi «N° 2.047» La pièce	70,50
Loup de mer pour homme «Polo Marine» La pièce	36,—
Loup de mer ½ P. «Polo Marine» — La pièce	37,—
Loup de mer Pon «Polo Marine» — La pièce	38,—

G. B. O.

<i>Cigarettes « Nationales »</i> — La cartouche	69,25
<i>Cigarettes « Monogrammes »</i> — La cartouche	74,45

Séance du 15 Avril 1942**U. A. C.**

<i>Cretonne écrue</i> — Le mètre	9,15
<i>Shirting blanc</i> — Le mètre	10 65

Trésorerie du Togo

Par arrêté n° 243 du :
23 avril 1942. — M. Saint-Criq, payeur de 2^e classe de la trésorerie du Togo, est agréé comme premier fondé de pouvoirs de M. Pennaforte, trésorier-payeur du Togo.

PARTIE NON OFFICIELLE**AVIS ET COMMUNICATIONS**

VICHY. — Le secrétaire d'Etat aux colonies fait connaître qu'il tient disposition français loyaux internés par gaullistes tous renseignements sur conditions acheminement correspondances stop — S'adresser pour tous renseignements concernant civils fonctionnaires ou particuliers au secrétariat d'Etat aux colonies — direction du personnel service renseignements familles à Chatelguyon Puy-de-Dôme stop — Tous renseignements concernant militaires au secrétaire d'Etat aux colonies — direction des services militaires 1^{er} bureau à Chamalières Puy-de-Dôme — Pour tous renseignements concernant marins ou assimilés au service renseignements famille — préfecture maritime à Toulon Var.

AVIS DE CONCOURS**Ecole Nationale Forestière des Contrôleurs des Eaux et Forêts**

Le concours prévu par les décrets des 12 février 1938 et 7 août 1939 concernant l'admission au stage de l'école nationale des Eaux et Forêts, des agents européens des cadres forestiers locaux, aura lieu le 1^{er} juillet 1942.

Les demandes d'inscription devront être adressées d'urgence à M. le Gouverneur des Colonies, Commissaire de France au Togo.

Pour tous renseignements concernant la modalité et le programme des épreuves s'adresser à la section du personnel.

AVIS AUX EXPORTATEURS

M.M. Les exportateurs sont informés que la sortie des territoires du Haut-Commissariat de l'Afrique française sera interdite à compter du 1^{er} mai 1942 pour les produits énumérés ci-dessous :

- a) — Nattes de fabrication locale;
- b) — Emballages fabriqués avec les nattes du pays et exportés vides.

DOMAINES**Avis de bornage**

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le mercredi 3 juin 1942 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aklakou, cercle de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier complanté de cocotiers, d'une contenance de 3 hectares 32 ares 05 centiares et borné au nord par terrains à Amégblenké et Edo, à l'est par terrain à Amégblenké, au sud par la route d'Aklakou à Hounpou, à l'ouest par terrain à Edo, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Abbey Gaspard Tévi, employé de commerce, demeurant et domicilié à Palimé, agissant en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 30 janvier 1942, n° 1189.

Le conservateur de la propriété foncière,
SERANT.

NÉCROLOGIE

Le Gouverneur des colonies, Commissaire de France au Togo, a le regret de faire part du décès de M. TOURTOULOU, (Jean Alexandre), adjoint des services civils des colonies, survenu à Lomé le 28 avril 1942.